

Questions orales

Ma question est la suivante: Quand pouvons-nous escompter que le ministère passe enfin à l'action au lieu de nous abreuver de mensonges? Quand va-t-on enfin débloquer des fonds pour construire des installations d'eau décentes à Paint Hills et dans d'autres localités cries?

L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Madame le Président, je me suis entretenu la semaine dernière avec mon collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ainsi qu'avec certains de mes hauts fonctionnaires de la région du Québec pour savoir combien il en coûterait pour apporter une solution à long terme et à court terme à ce problème cette année. Nous allons, cette année, faire ce qu'on pourrait appeler «parer au plus pressé», ce qui ne nous permettra pas de construire des installations d'eau et d'égouts qui aient un caractère plus permanent à Paint Hills. Nous comptons le faire l'année prochaine mais nous essaierons d'avancer autant les préparatifs cette année que nous le pourrons.

Nous savons à combien environ ce projet se montera et nous nous employons à trouver l'argent cette année. Si les Cris fournissent une partie des fonds nécessaires—et mon sous-ministre adjoint s'est entretenu avec eux pendant toute la semaine dernière à cet égard—nous pourrions envisager de les rembourser à une date ultérieure. Je puis affirmer à l'hon. représentant que nous faisons tout en notre pouvoir pour essayer de remédier à cette situation.

● (1440)

LE RENVOI DU RAPPORT À UN COMITÉ PARLEMENTAIRE

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Madame le Président, nous sommes maintenant en été et c'est la saison où les besoins se font le plus criants en matière de santé. On sait que le rapport demandé par le ministre sur l'esprit et la lettre de l'accord de la baie James est maintenant terminé. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre ce que renferme surtout ce rapport? Ce rapport sera-t-il renvoyé au comité permanent des affaires indiennes et du Nord canadien, afin que celui-ci puisse l'étudier de façon approfondie?

L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Madame le Président, le rapport est actuellement en voie de préparation; comme nous étions tous d'accord pour demander ce rapport, je ne crois pas qu'il y ait lieu de le garder secret de quelque façon que ce soit. Mais le fait est qu'il n'est pas terminé; il l'est presque, mais pas tout à fait. Quand il sera terminé, nous aurons tous l'occasion de l'étudier, peut-être au comité permanent où ont eu lieu la plupart des discussions sur cette question.

* * *

L'IMMIGRATION

LE FINANCEMENT DES ORGANISMES DE BÉNÉVOLES

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Madame le Président, au cours des six derniers mois environ, de nombreux organismes de bénévoles de Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver ont fait des représentations pour obtenir davantage de fonds afin de pouvoir offrir certains services aux immigrants. Le

ministre de l'Emploi et de l'Immigration dira-t-il à la Chambre s'il a l'intention de faire le maximum pour obtenir que l'on augmente le budget des programmes d'installation et d'adaptation à l'intention des immigrants?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, comme le savent sans doute les députés, lorsqu'il a été décidé de lancer un grand programme à l'intention des réfugiés vietnamiens, le gouvernement a autorisé l'octroi de fonds additionnels pour régler les problèmes d'adaptation des immigrants. Lorsque le programme a pris fin l'an dernier, l'allocation prévue pour l'installation des immigrants est revenue à son montant normal. Compte tenu des représentations dont parle le député et d'après les évaluations de nos hauts fonctionnaires, il était manifeste que le besoin d'aide dans ce domaine existait toujours. Par conséquent, le gouvernement a autorisé l'octroi d'un montant additionnel de 4.3 millions de dollars pour résoudre les problèmes d'immigration, d'un montant supplémentaire de \$927,000 pour le programme PIAI, et de 3.37 millions de dollars pour répondre directement aux besoins des réfugiés, pour leur fournir le nécessaire, comme le logement, et quelques articles . . .

Une voix: Luxe?

M. Axworthy: . . . jusqu'à ce qu'ils deviennent autonomes. Je crois que l'on a maintenant satisfait à ces représentations.

* * *

LES MARQUES DE COMMERCE ET LES BREVETS

LA PROTECTION DE LA MARQUE TELIDON

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, le ministre des Communications pourrait-il confirmer la nouvelle voulant que son ministère aurait essayé de faire déposer la marque Telidon mais aurait échoué parce qu'il en a fait la demande trop tard et qu'il a, par conséquent, dû se contenter d'une marque de certification?

L'hon. Francis Fox (secrétaire d'État et ministre des Communications): Non, madame le Président, je ne peux pas le confirmer. Si je ne m'abuse, selon les conseils que nous avons reçus du ministère de la Justice et d'un expert de l'extérieur dans ce domaine, dont mon ministère a retenu les services, il fallait procéder comme on l'a mentionné, par la marque de certification.

LA PROTECTION DU MATÉRIEL

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, le ministre oppose-t-il un démenti à la nouvelle que le gouvernement a tenté sans succès de faire enregistrer la marque aux États-Unis? Le ministre pourrait-il confirmer que non seulement il n'est pas possible de contrôler l'emploi du nom Telidon mais que la protection du matériel de Telidon ne peut être que partielle et qu'elle est inexistante dans le cas du logiciel que d'autres, qui voudraient implanter un système semblable, pourraient imiter et peut-être perfectionner?